

---

---

**RAPPORT DE LA PARTICIPATION A LA SESSION INTERNATIONALE DE FORMATION DES  
FORMATEURS AU BUDGET PARTICIPATIF**



**Par Emile LONGA WEMBELO**

**Chargé de Lobbying et Plaidoyer/ POM**

**Contact : [longa.wembelo.emile@gmail.com](mailto:longa.wembelo.emile@gmail.com), +243 844099136**

## **1. Introduction**

Etant donné que la session internationale visait à former les facilitateurs en Budget Participatif, le déroulement de la session a été séparé en trois temps forts.

Du 01<sup>er</sup> au 09/07/2019, les enseignements étaient consacrés au Budget Participatif et le rôle du facilitateur.

Et du 10 au 11/07/2019, les travaux en groupe avec les élus du Grand Dakar et le feedback du facilitateur.

La journée du 12/07/2019 était dédiée aux travaux de clôture et à la remise de Certificat aux Facilitateurs formés.

En effet, en date du 01<sup>er</sup> au 12 Juillet 2019, le programme CORDAID/SPLA a financé notre participation en qualité de membre de la Plateforme des Organisations de la société civile intervenant dans le secteur Minier (POM) en sigle à participer à une Session internationale de formation des formateurs en Budget Participatif en Afrique Francophone, organisée à Dakar au Sénégal. Cela rentre dans le cadre de son volet renforcement des capacités des Organisation de la Société Civile.

Ce programme de CORDAID/SPLA vise la restauration du contrat social dans le contexte fragile et poursuit les deux objectifs : d'une part influencer la mise en place des réglementations politiques et systèmes qui répondent aux problèmes de la population et d'autre part Influencer le changement des pratiques et comportements des parties prenantes, des acteurs étatiques, des acteurs du secteur privé et de la population.

C'est dans ce cadre que la POM avait sollicité un appui financier pour faciliter notre formation (Chargé de Lobbying et Plaidoyer) dans la perspective de venir renforcer les connaissances et les savoir-faire des membres de la plateforme et des Entités Territoriales Décentralisés (ETD) en Budget Participatif.

Cinq modules suivants ont été déroulés pendant la formation notamment la décentralisation et gouvernance locale, l'Introduction au Budget Participatif, l'Introduction à la facilitation des approches du BP (Budget Participatif), les Travaux pratiques, la certification et enfin l'évaluation et suivi-post formation.



## **2. Animation de la session internationale de budget participatif**

Elle a été faite pendant douze jours soit du 01<sup>er</sup> au 12 Juillet 2019, à l'Avenue Cheikh Anta Diop au Complexe Sicap Point E, à la Salle du Centre Multi Media de Enda « Bibliothèque Populaire du Développement ».

Elle a connu la participation de 18 personnes, membres des Institutions étatiques et Financières, des ONG, des chercheurs, plus l'équipe de endaECOPOP venus de plusieurs pays d'Afriques Francophones notamment Cameroun, Benin, Mali, République Démocratique du Congo et le Sénégal.

Bachir KANOUTÉ le Coordonnateur de endaECOPOP et organisateur de la formation, a pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participantes, avant de fixer l'audience sur le contexte, les objectifs et les résultats attendus par son institution en appuyant

cette activité. Il a aussi remercié le Ministère de la Décentralisation de Grand Dakar qui collabore avec endaECOPOP dans le cadre de la réalisation de cette formation.

Après le mot d'ouverture à la session internationale de formateurs au Budget Participatif ensuite s'en est suivi la présentation des participants ainsi que la récolte des attentes.

### **3. Contexte et justificatif de la formation**

Selon lui, le budget participatif apparaît à ce jour comme une nouvelle pratique d'administration des collectivités territoriales capable de promouvoir les principes de bonne gouvernance locale. Le Budget Participatif peut améliorer les recettes fiscales des collectivités territoriales et réorienter les investissements vers les infrastructures de base en faveur des quartiers défavorisés. Le PB permet d'élargir la base de la participation des citoyens à l'affectation des ressources publiques mais aussi permet l'intégration des catégories de population traditionnellement marginalisées de rompre le cycle de l'exclusion.

En Afrique, le budget participatif attire depuis le début des années 2000, plus l'attention des gouvernements nationaux et locaux, de la société civile et des organismes de développement international.

Pour les collectivités territoriales africaines le processus du budget participatif constitue un puissant levier contribuant à la mise en œuvre de nouveaux agendas mondiaux, notamment les objectifs du développement durable en particulier l'ODD 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous sûrs les résilients »

C'est dans ce cadre que le collège du BP s'inscrit pour offrir la formation continue en collaboration d'entre ALGA Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique), Edna ECOPOP et l'Observatoire International de la Démocratie Participative en Afrique (OIDP Afrique) pour donner l'opportunité aux pays Africains d'acquérir des compétences en matière de Budget Participatif.

#### **4. Objectif de la formation**

La formation vise à renforcer les connaissances, les compétences, les aptitudes et le savoir-être des facilitateurs pour les rendre plus efficaces dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi du BP dans les villes et territoires. Il s'agira de créer un pool de compétences africaines francophones apte à accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration de leurs budgets selon une approche de gouvernance centré sur les besoins des citoyens et une éthique de gestion transparente.

#### **5. Première journée, Introduction au Budget Participatif**

Nous sommes parties de la justification de l'approche du BP en Afrique à la présentation de l'outil en passant par les concepts essentiels du BP, ses principes, ses bienfaits, son introduction dans ETD en Afrique au processus de la décentralisation et à la réforme de l'architecture institutionnelle. En suite le facilitateur a partagé avec nous les effets éventuels du Budget participatif sur la gouvernance locale dans le processus de localisation des OMD.

Durant son intervention, le facilitateur a abordé de manière spécifique le bien-fondé de l'approche BP en Afrique. D'après le facilitateur, les dépenses des collectivités locales africaines ne représentent pas plus de cinq pour cent de ces budgets publics.

En outre, ces cinq pour cent sont consacrés aux deux tiers aux frais de fonctionnement, ne laissant qu'une très faible portion pour la prise en charge des services sociaux de base et de la demande sociale. Ce qui, à l'évidence, témoigne d'une faiblesse dans le domaine du respect des droits humains en général et en particulier des droits sociaux, économiques et culturels. D'une manière générale, dans les villes moyennes d'Afrique, les ressources et dépenses ne constituent au mieux qu'un centième de la création annuelle de richesses, contre 10 pourcent en Europe (PDM & Club du Sahel, juin 2001).

Fort de ces enseignements, il est essentiel de réfléchir à d'autres stratégies qui assurent à la fois la mobilisation des ressources et l'implication effective des parties prenantes, afin de stimuler le développement local. C'est dans cette perspective que s'inscrit la mise en place d'outils participatifs dans le domaine budgétaire, qui améliorent la définition et le financement des programmes locaux de développement. Les budgets participatifs sont gouvernés par quatre principes fondamentaux :

➤ réorienter les ressources publiques en direction des plus pauvres ; créer de nouvelles relations entre municipalités et citoyens, c'est-à-dire une autre manière de gouverner ; reconstruire le lien social et l'intérêt général ; et inventer une nouvelle culture démocratique et mobiliser le sens civique.

En effet, le Budget Participatif est un processus de démocratie directe, volontaire et universel, au cours duquel la population peut discuter et décider du budget et des politiques publiques. Le citoyen ne limite pas sa participation au vote, mais va au-delà. De manière plus claire, le BP est fondé sur le principe de la participation, la Transparence et la redevabilité, l'Efficacité et l'efficience, solidarité, et Transversalité.

## **6. Deuxième et troisième journée, Dimensions du Budget Participatif**

Pendant cette partie de la journée, nous avons passé en revue les différentes dimensions du BP qui sont : la dimension participative, financière, normative et juridique, territoriale, socioéconomique et culturelle.

Le facilitateur nous a également présenté des expériences de BP en Afrique francophone, par comparaison avec celles d'autres continents.

En suite les conditions du Budget Participatif. On avait abordé dans cette partie les conditions et/ou les préalables pour la mise en œuvre le Budget Participatif. Il s'agit de la volonté politique des autorités locales et responsables municipaux, de l'intérêt des organisations de la société civile et du secteur privé, de la citoyenneté en général, de la définition claire et partagée des règles, du renforcement des moyens dont disposent les parties prenantes pour participer à la mise en œuvre, des ressources financières à mobiliser, du désir de transparence, de l'ancrage institutionnel, etc. Ces conditions se répartissent en deux catégories : celles, essentielles, sans lesquelles il n'y a pas de BP, et les conditions préalables qui ne sont que facultatives.

## **7. Quatrième journée, Instruments, méthodes et approches pour la mise en pratique du BP**

Nous avons vu les différentes étapes du cycle du Budget Participatif, du lancement du processus à la phase d'exécution en passant par le vote du budget.

Pour chacune des sept étapes, nous avons passé en revue un ensemble d'instruments facilitant l'exécution de la mise en œuvre. Ces étapes sont :

### **1. Lancement du processus de Budget Participatif**

Dans cette partie les entités doivent comprendre ce qu'est le Budget Participatif, les principes et conditions pour la bonne mise en œuvre du Budget Participatif, l'affirmation de la volonté politique des autorités locales, information et sensibilisation des populations et acteurs locaux. Ce lancement commence par 8 étapes dont la préparation et lancement du BP, le fora de quartier ou zone, le forum des délégués, le forum communal, le vote et approche du BP par l'autorité administrative, l'exécution, le suivi et l'évaluation, le suivi du bilan.

### **2. Etat des lieux de la Collectivité Locale**

Inventaire des infrastructures et équipements existants dans la collectivité locale, faire un Recensement des principales parties prenantes.

### **3. Définition en commun des règles**

Définition des critères de représentativité et de fixation des priorités, la détermination du montant et de l'origine des ressources, les capacités à renforcer.

### **4. Diagnostic et définition des priorités**

Il faut faire l'analyse des forces et faiblesses, opportunités et menaces, la mise sur pied du Comité du Budget Participatif.

### **5. Formation d'alliances**

Identification des alliés, faire la publicité du projet.

### **6. Mise en œuvre du BP**

Le Contrat pour la réalisation des équipements et infrastructures, identifier la contribution de la communauté locale.

### **7. Suivi et évaluation**

Faire une évaluation des réalisations du Budget Participatif, faire une analyse des résistances et contraintes dans la mise en œuvre du Budget Participatif.

## **8. Cinquième journée Rappel de Six principes du Budget Participatif et partage d'expérience**

Nous avons commencé la journée par le rappel des 6 principes fondateurs du budget participatif qui sont : la participation en plusieurs étapes du BP, la transparence et redevabilité, la circulation de l'information Budget Participatif et l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources publiques accessible de l'information budget, l'inclusion égalité et équité entre citoyen et territoire, l'efficacité et efficience budgétaire vers les besoins essentiels définis par les communautés, la solidarité pour la formulation des intérêts individuels et l'identification des priorités collectives et la mobilisation communautaire pour la prise en charge des enjeux communs choisis, la transversalité articuler les différentes échelles territoriales et promouvoir la cohérence des initiatives locales et les politiques sectorielles des politiques publiques.

### **➤ Les 7 étapes de majeures du Budget Participatif**

Pour rapprocher les populations et les institutions, nous devons suivre les étapes suivantes : la préparation et lancement du BP, forum zonal, forum des délégués, forum Communal vote et approbation du budget par l'autorité administrative, l'exécution, le suivi et bilan.

### **➤ Les acquis du Budget Participatif**

Bonne distribution des richesses et une bonne contribution des OOD, permet une gouvernance citoyenne, l'appropriation communautaire des équipements collectifs, l'amélioration des performances municipales en termes de prestation de service aux populations, permet de promouvoir la démocratie, le dialogue poli et l'inclusion sociale et territoriale, la complémentarité fonctionnelle entre démocratie représentative et participative, l'émergence et la restructuration des cadres locaux de concertation, la fonctionnalité et la redynamisation des commissions municipales, la planification du dialogue politique et rétablissement des liens sociaux entre élus et citoyens, enfin l'amélioration des recettes fiscales.

➤ **Les défis et limites du BP africains**

Confusion entre approche de planification PLD ( Plan Locale de Développement) et BP; les pesanteurs politiques sociaux économiques, la faible appropriation par les institutions des acquis et faiblesse de la décentralisation financière, faiblesse de financement des infrastructures d'envergure et faiblesse budgétaire, manque de ressources humaines et compétences pour un accompagnement de qualité des communes africaines qui désirent appliquer Budget Participatif, le Budget Participatif doit installer un conseiller qui se charge de la démocratie, absence d'outils de suivi processus de Budget Participation et mesure d'impact réel sur la qualité de vie des populations, déficit de capacité à dialoguer, faiblesse du leadership de élu, croissance rapide perte de qualité, résurgence des conflits, cloisonnement des expériences et faiblesse apprentissage mutuel, volatilité et déperdition des processus BP, virtualisation des processus, absence de volonté pour l'institutionnalisation du processus BP.

➤ **Partage d'expérience de la Commune de MontRolland**

Présentation de la Commune de MontRolland, cette commune est devenue Communauté Rurale en 1972 dans le cadre de l'acte 1 de la décentralisation au Sénégal, elle compte 18 villages et une trentaine de hameaux pour une population de 20 mille habitants.

En 2013, dans le cadre de l'acte 3, elle devient Commune de plein exercice. La Commune de Mont-Rolland se trouve dans l'arrondissement de Pambal, département de Tivaouane, Région de Thiès.

➤ **Élaboration du budget de 2009 à 2012,**

Élu président du Conseil Rural de Mont-Rolland en 2009 déjà en octobre 2009, nous avons lancé la procédure d'élaboration du budget de 2010. Nous avons fait le tour des villages pour recueillir les priorités par village (voir Tournée Budgétaire). La réunion d'orientation budgétaire s'est tenue au mois de novembre 2009. Cette réunion a consisté à une présentation de toutes les priorités dégagées par les villages. La réunion budgétaire s'est tenue en décembre, c'est-à-dire un mois après. Ces deux réunions sont transmises en direct à la radio communautaire Bi Yen.

### ➤ **Élaboration du Budget de 2014**

En 2013, la Commune de Mont-Rolland a été sélectionnée pour bénéficier d'un programme de Budget Participatif avec la Commune de Cayardans la région de Thiès. Ce programme nous a permis de renforcer la participation citoyenne des populations à la gestion de la Commune. C'est ainsi que nous avons choisi des animateurs (voir arrêté du maire) pour conduire la sensibilisation et la formation des populations à l'élaboration d'un Budget Participatif. Chaque village a dégagé ses priorités.

Ensuite chaque village a envoyé une délégation à un grand rassemblement pour déterminer les priorités des priorités. Les délégués des villages avaient retenu par consensus avec l'accompagnement des animateurs certains projets.

Le conseil municipal lors du vote de budget de 2014 a intégralement inséré tous les projets retenus par les populations. Les populations ont aussi participé au suivi et à l'évaluation de la nouvelle approche. Tout le processus a été couvert en direct à la radio communautaire.

De 2014 à 2019, la commune de Mont-Rolland continue d'élaborer son budget de façon participative. C'est ainsi qu'en 2014, le Plan de Développement Communal (PDC) a été élaboré pour un coût de 10 millions de F CFA sur Fonds propres. Pour son élaboration, des animateurs locaux ont été recrutés et toutes les populations ont été impliquées.

### ➤ **Appropriation du Budget participatif**

Pour une meilleure expression de toutes les couches de la Société la Commune a initié : La mise en place du Conseil Municipal des enfants, La mise en place de l'Association des Personnes Handicapées de Mont-Rolland, L'Association Sportive et Culturelle (ASC) de Mont-Rolland qui couvre plusieurs disciplines sportives : Foot, Lutte, Athlétisme, Basket. Le renforcement de l'UGPF de Mont-Rolland. Le renforcement de l'association des éleveurs de MontRolland, La mise en place de la Coordination des étudiants originaires de Mont-Rolland.

Depuis 2014, une bonne partie du budget est décidée directement par les populations. Par exemple, en 2019 la coordination des étudiants a bénéficié sur sa demande de : 25 millions de FCFA de bourses, location de logements pour les étudiants de Dakar 4 appartements, un appartement pour les étudiants de Ziguinchor, de Bambeyet de Saint-Louis.

Un montant total de 12,5 millions de FCFA a été prévu dans le budget, 30 lits à étages pour l'équipement des logements sont en cours de fabrication.

### **9. Sixième journée les supports de facilitateurs, valeurs, attitudes comportement et éthiques du facilitateur du Budget Participatif, la Fiche d'animation de facilitateur**

#### **➤ Travaux dirigé**

Les travaux dirigés sont concentrés sur l'élaboration de supports d'animation des ateliers de Budget Participatif.



<b>ETAPE</b>	<b>OBJECTF</b>	<b>RESULTAT</b>	<b>FACILITATEURS</b>	<b>DUREE</b>
forum communal	inventaire des infrastructures équipements dans la	Equipements et infrastructures sont identifiés et insérés	SAPHIE	5

	collectivité Territoriale (CT)	dans le PB		
--	--------------------------------	------------	--	--

Activités	Méthode	Outils et Support	Facilitateurs	Durées
Identification des acteurs clés		PADEX	Emile longa	5
Rappel de concept: PB	Question et réponse	Oral	Emile longa	5
Définition de concepts clés: Inventaire; infrastructures et équipements	Exposé	Powerpoint -PADEX	Emile longa	10
Inventaire des infrastructures et équipements	Exposé	Powerpoint -PADEX	Emile longa	10
Classification des infrastructures par thématique	Exposé	Powerpoint -PADEX	Emile longa	10
Compétences transférées à la CT	Exposé	Powerpoint -PADEX	PARFAIT	10
Sélection des infrastructures et équipements prioritaires à insérés au BP	Exposer	Powerpoint	SAPHIE	15
Travaux en groupe des participants	Discussion ciblée	Meta plan/affichette/PADEX	PARTICIPANTS	35

### ➤ Travaux pratiques

Pendant deux jours des séances de travaux pratiques, nous avons expérimenté quatre outils du cycle de budget participatif.

Outil 1 : Compréhension du Budget Participatif

Outil 6 : Etat des lieux de la situation de la commune

Outil 8 : Cartographie des acteurs du processus de BP

Outil : Inventaire des infrastructures et équipements de la collectivité Locale

Outil 12 : Analyse des Forces et Faiblesses, Opportunités et Menaces

Outil 17 : Réalisations communautaires

➤ **Les consignes de travaux de groupe**

1. Fixer un objectif pour 2 h,
2. Déterminer les Outils ou méthodes à utiliser pour animer
3. Définir les supports à élaborer
4. Préparer la Fiche d'animation selon modèle ci-dessous

➤ **Fiche d'animation**

Etat du PB

Objectif de la session

Résultats attendus ou produit

Déroulement : procédure d'animation à suivre

Outils à utiliser

Support à élaborer

Timing des outils qui seront introduits

La répartition des tâches entre les acteurs.

Fiche de facilitateur

Presentation des facilitateurs	Présentation orale et par écrit	Marqueurs Fiches	05	
Rappel	Questions/responses	-		
Objectifs, résultats attendus et méthodologie Objectif de la séance Résultats attendus Méthodologie/Technique d'animation	Exposé Questions/responses	Padex Markders	15	
2-IDENTIFICATION DES			35	

<p>TAXES LOCALES</p> <p>Quelles sont les différentes taxes locales collectées par la Commune de Grand Dakar ?</p> <p>Parmi les taxes identifiées choisissez-en une et donnez quelques acteurs économiques qui sont soumis au paiement de cette taxe.</p>	<p>Questions/Réponses</p> <p>Brainstorming (plénière)</p> <p>Méthodes des consensus (Travail de groupe)</p>	<p>Padex</p> <p>Markers</p> <p>Fiches</p> <p>Métaplan</p> <p>Liste</p>		<p>Aliou</p> <p>Gilbert</p>
<p>III- EVALUATION</p>	<p>Plénière</p>	<p>Padex</p> <p>Markers</p> <p>Questions/réponses</p>	<p>05</p>	<p>Gilbert</p>

➤ **TRAVAUX EN GROUPE**

Pour la réalisation de travaux pratiques six groupes ont été constitués pour animer la séance de 2 heures avec les élus du grand Dakar. Dans mon groupe, nous avons analysé l'inventaire des infrastructures et équipements de la collectivité locale du grand Dakar. L'objectif était faire l'inventaire des infrastructures équipements dans la collectivité Territoriale (CT). A la fin de travaux pratique, deux équipements et infrastructures ont été sélection pour insérer dans le Budget Participatif.



### Plan d'action et suivi-post formation

Activités	Cibles	Outil ou méthode
Restitution aux membres de la POM et CORDAID/SPLA	ONG PTF	Opérationnel
Accompagnement de toutes les ETDS sur le Budget Participatif dans province du Lualaba et du Haut-Katanga	ETD	Opérationnel
Plaidoyer pour l'appropriation de Budget Participatif par les responsables des ETDS ( Marie, Secteur, Chefferie, Commune)	Autorité politique	Politique
Formation de communautés sur BP	Communautés	Opérationnel

**Certification et enfin l'évaluation**



Photo de famille et clôture de la formation



Dakar, Du 1<sup>er</sup> au 12 Juillet 2019





